



Fondation Scelles







Connaître, Comprendre, Combattre
l'Exploitation Sexuelle

Extrait du livre :

Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

© Fondation Scelles, 2019

BRESIL

| | | | |
|--|---|--|---|
|  | POPULATION 209,3 millions |  | PIB PAR HABITANT 9 821,4 USD |
|  | REGIME POLITIQUE Régime présidentiel à organisation fédérale |  | INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 79 ^e rang sur 187 pays |
|  | INDICE D'INEGALITE DE GENRE 92 ^e rang sur 147 pays |  | INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 96 ^e rang sur 180 pays |

Le Brésil, le plus grand pays d'Amérique latine par sa superficie et par le nombre d'habitants (209 millions), se caractérise par une importante diversité ethnique et culturelle. La prostitution reste largement répandue pour de nombreuses raisons, essentiellement liées à la pauvreté. Au cours des dernières années, le pays a été touché par une importante crise économique qui a entraîné un accroissement du nombre, déjà significatif, de personnes prostituées. Bien que sa pratique soit légale, beaucoup de personnes dans le pays pensent que la prostitution est un crime car elle est associée à d'autres pratiques criminelles comme les trafics de drogue ou la violence. Ainsi, les personnes prostituées sont socialement marginalisées. En raison de cette stigmatisation et de l'environnement violent dans lequel elle est exercée, les victimes de l'exploitation sexuelle développent généralement une image négative d'elles-mêmes, entraînant une honte sociale, des comportements

destructeurs et une augmentation de la vulnérabilité face à la violence des autres.

Le débat national actuel sur la prostitution est lacunaire et ne s'exprime qu'en termes hétéro-normatifs. Pour autant, bien que la prostitution au Brésil soit surtout associée aux femmes, de nombreuses personnes homosexuelles et transgenres y sont contraintes. En raison de l'absence de sensibilisation gouvernementale et sociale à la question, les forces de police restent mal préparées et manquent de ressources pour faire face aux problèmes de trafic et d'exploitation.

Législation sur la prostitution et l'exploitation sexuelle

En 2002, le ministère du Travail a officiellement reconnu la prostitution comme une profession dans le cadre de la nouvelle Classification brésilienne des professions (CBP) (*The Brazil Business*, 19 septembre 2013). Ainsi, tout individu de plus de 18 ans est libre de se prostituer, sous

l'appellation de *profissionais do sexo* (*Ministério do Trabalho e Emprego*, 2017). Depuis 2012, un projet de loi a été déposé devant les députés afin de retirer les *profissionais do sexo* du CBP (*Human Rights Council*, mai 2017).

Certaines des activités qui pourraient entraîner une exploitation des personnes prostituées restent illégales en vertu du Code pénal. Le chapitre V de ce dernier est consacré à la traite des êtres humains à des fins de prostitution ou d'exploitation sexuelle, en abordant notamment : l'incitation à satisfaire le désir d'autrui (article 227), l'incitation à la prostitution (article 228), la tenue d'un établissement de prostitution où a lieu une exploitation sexuelle (article 229) et le proxénétisme (article 230). Il est ainsi illégal de gagner sa vie en prostituant une autre personne, les peines allant de un à cinq ans de prison et de deux à dix ans en cas de circonstances aggravantes (violences, fraude, etc.). Cependant, la prostitution et l'exploitation sexuelle des mineurs de moins de 18 ans, ou de toute personne vulnérable (maladie ou déficience mentale), sont spécifiquement criminalisées par l'article 218-B. Un client qui ferait appel aux services sexuels d'une personne mineure âgée de 14 à 18 ans et le propriétaire (ou responsable) du lieu où se sont déroulés les faits sont, l'un comme l'autre, passibles d'une peine de quatre à dix ans de prison. Les relations sexuelles avec un enfant de moins de 14 ans sont qualifiées d'*Estupro de vulnerável* (viol sur personnes vulnérables). Ces relations sont punies d'une peine allant de huit à quinze ans de prison (article 217-A), dix à vingt ans en cas de lésions corporelles graves, douze à trente ans si la victime décède (*Senado Federal*, avril 2017). Cet article implique que les relations sexuelles avec un mineur de plus de 14 ans sont soumises à son consentement.

Le trafic d'êtres humains est défini comme le fait « d'organiser, d'attirer, de recruter, de transporter, de transférer, d'acheter, d'héberger ou d'accueillir une personne par menace, violence, contrainte, fraude ou abus, en vue de prélever des organes, des tissus ou des parties du corps, de soumettre à un travail dans des conditions analogues à celles de l'esclavage, de soumettre à tout type de servitude, d'adopter illégalement ou d'exploiter sexuellement » (article 149-A du Code pénal). La traite est punie de quatre à huit ans de prison. La peine est augmentée d'un tiers si le crime est commis par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, si la victime est une personne mineure, âgée ou handicapée, si le crime est commis par une personne qui a des liens de parenté, partage un même logement, a une autorité ou un ascendant hiérarchique sur la victime, ou si la victime quitte le territoire national (*Senado Federal*, avril 2017). Ainsi, afin de lutter, entre autres, contre la traite à des fins d'exploitation sexuelle, le gouvernement a promulgué en 2016 une loi globale contre le trafic d'êtres humains (*Presidência da República*, 6 octobre 2016).

Trafic sexuel et industrie du tourisme sexuel

Le Brésil demeure un haut lieu de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, à la fois comme pays d'origine, de transit et de destination des victimes (US Department of State, juin 2018). Un système judiciaire touché par la corruption et des enquêtes policières en matière de traite qui aboutissent à un taux extrêmement faible de condamnations font douter d'une réelle volonté de lutter contre cette situation.

Le tourisme sexuel impacte directement l'accroissement du trafic sexuel impliquant des enfants. Venant principalement d'Europe occidentale et, dans une moindre

mesure, des États-Unis, de nombreux prédateurs sexuels se déplacent au Brésil, en quête de relations avec des personnes mineures. La tendance est surtout visible dans les régions côtières du pays et dans les zones touristiques des régions du nord-est (*The Brazil Business*, 19 septembre 2013). Rio de Janeiro demeure une destination privilégiée où le tourisme sexuel est très présent (*TDH Netherlands, ECPAT Netherlands, Plan Netherlands, Free a Girl*,⁹ mai 2014). La prostitution des enfants semble aller de pair avec l'industrie touristique du pays, notamment à travers les hôtels, les taxis et les agences de voyage qui servent de relais entre les touristes et les jeunes garçons et filles. De plus, malgré les obligations d'affichage interdisant le tourisme sexuel des enfants dans les hôtels, bars, restaurants et établissements de tourisme (*Assembléia Legislativa*, 2 janvier 2006), certains retirent les affiches en basse saison pour dynamiser l'activité. Des hôtels ou des chauffeurs de taxis disposent même de catalogues avec des photos pour les touristes sexuels. Pour cette raison, la présomption d'exploitation sexuelle d'enfants dans le tourisme est courante.

Le trafic d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle s'effectue également à destination d'autres pays, à l'aide de faux papiers d'identité les déclarant majeurs. Mais les mesures de sécurité dans les aéroports sont de plus en plus efficaces et ont permis d'identifier et d'intercepter les mineurs avant qu'ils ne quittent le territoire (*ECPAT International, ECPAT Brazil*, décembre 2015). Bien que le tourisme sexuel soit très répandu au Brésil, aucun rapport ou procès verbal de poursuites judiciaires ou de condamnations sur des touristes en quête de relations sexuelles avec des enfants n'a jusqu'ici été rendu public.

Prostitution infantile : une forme majeure de l'exploitation sexuelle commerciale

Au Brésil, le facteur principal qui pousse les enfants à la prostitution est la pauvreté, largement répandue, en particulier dans les favelas (*ECPAT International, ECPAT Brazil*, décembre 2015). La crise économique n'a fait qu'aggraver cette situation.

Malgré une sévérité accrue de la législation contre la prostitution des mineurs (*Congresso Nacional*, 23 mars 2011), la pratique demeure omniprésente et ne dissuade pas les « clients », comme si le problème s'était enraciné dans une culture et une économie du tourisme sexuel. Les acteurs de la protection de l'enfance au Brésil témoignent unanimement d'une augmentation du phénomène (*TDH Netherlands, ECPAT Netherlands, Plan Netherlands, Free a Girl*, 9 mai 2014). Le manque de données chiffrées rend difficiles la quantification de l'amplitude réelle du problème et la mise en œuvre de mécanismes de réponses adaptés. Dernière estimation fiable, l'UNICEF indiquait que 100 000 enfants étaient sexuellement exploités dans des réseaux en 2001. Selon ECPAT, ce chiffre a augmenté depuis et concerne, en grande majorité, des jeunes filles (*ECPAT International, ECPAT Brazil*, décembre 2015). La Cour pénale internationale donnait une estimation de 500 000 enfants et adolescents exploités sexuellement en 2014 (*TDH Netherlands, ECPAT Netherlands, Plan Netherlands, Free a Girl*, 9 mai 2014).

En raison du manque de renseignements, certaines organisations gouvernementales et non gouvernementales ont des difficultés à proposer des services de réinsertion aux enfants victimes et à poursuivre judiciairement les agresseurs. La plupart

des enfants victimes de l'exploitation sexuelle vivent souvent dans des familles à problèmes ou monoparentales. La violence physique et sexuelle est un facteur permanent, notamment dans les foyers où les parents ont subi des violences sexuelles dans l'enfance et reproduisent ces comportements avec leurs enfants. Le phénomène est accentué dans les familles recomposées où les cas de viols par les différents beaux-pères sur les filles de leur compagne ne sont pas rares (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015).

Les familles jouent souvent un rôle clé dans l'entrée des jeunes dans la prostitution (Global Sustainable Tourism Review, mars 2014). Il est fréquent que la pratique prostitutionnelle et la consommation de drogues soient déjà présentes au sein de la famille, rendant les enfants d'autant plus vulnérables. Très tôt, les enfants peuvent être amenés à endosser des responsabilités d'adultes car la famille compte sur eux pour apporter une aide financière (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). Une fois entrés dans la prostitution, ces enfants ont les plus grandes difficultés à en sortir.

La ville de Fortaleza a longtemps été considérée comme un haut lieu de l'exploitation sexuelle des enfants au Brésil (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). En 2014, c'était la deuxième ville la plus violente du pays selon le classement de l'ONG mexicaine Conselho Cidadão para a Segurança Pública e Justiça Penal (UOL Notícias, 25 janvier 2016). Les favelas sont les lieux où la prostitution de mineurs est très importante avec une pauvreté chronique, une absence d'éducation et des activités criminelles omniprésentes, notamment liées aux trafics de drogues (Nomad and Villager, 20 septembre 2016). Le développement du

commerce du crack dans ces zones s'est accompagné d'une augmentation de l'exploitation sexuelle des enfants (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). Il apparaît que les habitants de ces quartiers représentent une plus grande menace pour les enfants que les touristes sexuels (Human Rights Council, mai 2017). L'autoroute BR-116, qui traverse 4 500 kilomètres, de Fortaleza à la frontière avec l'Uruguay, est un autre lieu emblématique de la prostitution. Elle comprendrait au moins 262 lieux d'exploitation impliquant des enfants (News.com.au, 24 juillet 2016). Pour lutter contre cette prostitution, les capitales de trois États du Nord-Est, Fortaleza, Recife et Salvador de Bahia, ont mis en place des tribunaux spécialisés (Global Sustainable Tourism Review, mars 2014).

Les jeunes personnes transgenres sont marginalisées au sein de la population brésilienne. Chassées de leur foyer familial, elles se retrouvent en situation d'exploitation pour survivre (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). Ces jeunes sont non seulement rejetés par la société mais aussi par leur famille et rencontrent d'immenses difficultés à trouver abri et protection. L'espérance de vie des personnes transgenres est de 35 ans et les homicides au Brésil à cause de l'identité sexuelle ne sont pas rares (Human Rights Council, mai 2017).

Il en résulte que nombre de personnes transgenres et homosexuelles rejoignent des réseaux de trafic sexuel à la recherche d'un soutien psychologique et financier. Lorsqu'ils sont intégrés dans ces réseaux, ils courent le risque d'être exploités et se font souvent harcelés par la police qui, plutôt que de les protéger, laisse les exploitateurs les maltraiter en toute impunité (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015).

Prostitution et événements sportifs internationaux au Brésil

Les grands événements annuels au Brésil tels que les fêtes traditionnelles, le Carnaval et les rencontres sportives créent un environnement à très haut risque pour les personnes prostituées adultes ou mineures (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). Le Brésil a été récemment le pays hôte pour les deux plus importants événements sportifs mondiaux, la Coupe du monde de football de 2014 et les Jeux olympiques d'été de 2016 (COHA, 6 avril 2015). Les risques d'exploitation sexuelle augmentent potentiellement lors de manifestations de cette ampleur. Environ 3,16 millions de spectateurs se sont rendus au Brésil pour la Coupe du monde de football de 2014. Même s'il n'y a pas de statistiques officielles ou de rapports fiables sur la prostitution, l'augmentation du trafic humain et de l'exploitation sexuelle a été visible (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). Avant même le début de la compétition, des marchés sexuels d'enfants ont impliqué des ouvriers près des stades en construction (Global Sustainable Tourism Review, mars 2014). Des ONG brésiliennes ont pris un certain nombre de mesures avant la Coupe du monde pour empêcher cette hausse. L'ONG *Barraca da Amizadea* par exemple a proposé un débat à Fortaleza avec le public sur les risques d'exploitation sexuelle des enfants lors de la Coupe du monde de football. L'ONG ECPAT International a mis en œuvre une campagne de sensibilisation impliquant 16 pays en diffusant des messages de prévention, avec le soutien de célèbres joueurs de football brésiliens, pour réduire les risques liés au tourisme sexuel impliquant des enfants au Brésil (ECPAT, 11 juin 2014).

Mais, deux ans plus tard, lors des Jeux olympiques (JO) de 2016, le phénomène

n'a pas diminué puisque, poussées par la misère, encore plus de personnes se sont prostituées, dans l'espoir de récolter suffisamment d'argent et de reprendre le cours de leur vie une fois la compétition terminée (Courrier International/El País Brasil, 3 août 2016).

Conséquences de la récession économique sur la prostitution

Au cours des dernières années, le Brésil a traversé une grave crise économique qui a créé une importante montée du chômage, créant un contexte favorable à l'entrée dans la prostitution. Déclenchée en 2015, cette crise financière, associée à un déficit budgétaire et une crise politique, a entraîné la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Pendant cette période, le PIB s'est effondré de 3,9 % en raison de la baisse des salaires, des restrictions des crédits et de la hausse générale des taux d'intérêt. Plus de 1,5 million de personnes ont perdu leur emploi en 2015 et le taux de chômage a continué de grimper pour culminer à 12 % (soit 12,8 millions de personnes au chômage). Au Brésil, 6,9 millions de personnes vivaient en 2015 sous le seuil de pauvreté (Banque Mondiale, octobre 2018). Ces augmentations du taux de chômage et de la pauvreté ont poussé de nombreuses personnes vers la prostitution.

Relation profondément enracinée entre prostitution et drogues

Une forte corrélation entre la prostitution et la drogue, notamment auprès des personnes prostituées adolescentes, est à constater au Brésil. Cela commence le plus souvent très jeune, lorsque des enfants sont prostitués pour aider leurs parents à se procurer des drogues. Ils plongent également plus ou moins vite dans l'addiction. Cette dépendance entraîne une

plus grande vulnérabilité face à l'exploitation et aux violences sexuelles. Les proxénètes utilisent souvent des drogues pour piéger les victimes en les rendant dépendantes. Les dealers commencent par offrir de la drogue aux enfants, puis les forcent à se prostituer pour rembourser leur dette. L'usage de stupéfiants est souvent lié à des événements traumatisants, particulièrement fréquents au sein des *favelas*. Les victimes se retrouvent alors dans un cycle presque impossible à briser, la prostitution et la drogue s'entraînant mutuellement (*Global Sustainable Tourism Review*, mars 2014). Ce phénomène est d'autant plus inquiétant en ce qui concerne les filles-mères, enceintes de clients, qui doivent à la fois trouver l'argent pour se procurer de la drogue et subvenir aux besoins de leurs enfants, ce qui les appauvrit encore plus (*ECPAT International, ECPAT Brazil*, décembre 2015).

Services de santé

En réaction à l'épidémie du VIH/Sida de 1980, le Brésil s'est doté d'un des programmes de prévention les mieux structurés et efficaces du monde, mettant les personnes prostituées au centre des campagnes de prévention (Avert, 18 octobre 2018). Actuellement, le taux de prévalence de VIH/Sida chez les personnes prostituées est de 5,3 %. L'accent a donc été mis sur l'utilisation du préservatif par les personnes prostituées, ce qui s'est révélé particulièrement efficace. Selon une étude menée en 2013, environ 90,1 % des personnes prostituées brésiliennes utilisaient des préservatifs lors de relations sexuelles avec un client (ONUSida, 2017). Bien que, la tendance à utiliser un préservatif ait augmenté depuis les années 1980, l'accroissement de la pauvreté due à la récession a poussé un plus grand nombre de personnes prostituées à avoir des rapports sexuels non protégés et à

s'exposer à un plus grand risque d'infections sexuellement transmissibles (IST) ou de VIH/Sida. L'augmentation du nombre de personnes prostituées mineures, très vulnérables, a également entraîné celle du nombre de filles-mères, victimes de grossesses non désirées.

Le système de santé public brésilien est gratuit et ouvert à tous (*Supremo Tribunal Federal*, 2018). Cependant, cela ne signifie pas nécessairement qu'il soit adapté, en particulier, aux personnes prostituées : nombre d'entre elles n'ont pas accès aux soins car elles sont souvent mal reçues et ridiculisées. Les postes de santé dépendent largement des initiatives locales et on constate souvent des négligences administratives. Par ailleurs, l'opinion publique n'a pas conscience des conséquences de la prostitution sur la santé physique et mentale de ses victimes.

Initiatives gouvernementales et attentes

Au cours des dernières années, le gouvernement brésilien a fait preuve d'efforts considérables pour, à la fois, maîtriser la situation nationale actuelle de la prostitution et combattre le trafic sexuel. Selon le rapport 2018 du Département d'État américain sur la traite des êtres humains, le Brésil reste un pays de catégorie 2 (*Tier 2*), ce qui signifie qu'il ne respecte pas totalement les critères de lutte contre la traite mais qu'il fait de réels efforts pour y parvenir (US Department of State, juin 2018). Le gouvernement a en effet pris des mesures significatives en faisant voter un certain nombre de lois plus exhaustives et cohérentes contre la traite tout en menant des campagnes de prévention et de réduction de la demande de travail forcé.

Cependant, le gouvernement rencontre encore beaucoup de difficultés dues, en particulier, au manque de ressources et de

prise de conscience. Bien que des lois aient été votées en matière de lutte contre l'exploitation et le trafic sexuel, le système judiciaire du Brésil demeure une institution très corrompue. Par exemple, l'ancien gouverneur de l'État d'Amazonie, élu sénateur en 2015, a été impliqué dans un scandale d'exploitation sexuelle d'enfants. Il reste pourtant impuni et a même été réélu pour un second mandat jusqu'en 2023 (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015).

Le pays doit faire face à un important manque de moyens pour sanctionner réellement et efficacement les trafiquants et les exploiters. Le processus judiciaire est souvent trop long, pouvant demander des mois, voire des années avant un procès ou un jugement. À cette corruption du système judiciaire, s'ajoute une importante corruption dans la police. Souvent, lors de la fermeture d'un bordel, si le gérant offre une compensation financière aux policiers, ces derniers fermeront les yeux sur une poursuite de l'activité de l'établissement (*Global Sustainable Tourism Review*, mars 2014).

Les programmes de protection des victimes sont inexistant. Pourtant, des ONG ont installé des services, des ressources, des centres et des communautés dédiés aux victimes de l'exploitation sexuelle. Ainsi, l'ONG *Meninadança* lutte contre la traite des jeunes filles le long de l'autoroute BR-116 grâce à de nombreuses actions de sensibilisation. Les programmes fournissent un abri (*Pink Houses*) où les jeunes filles reçoivent une aide spécifique. L'ONG a permis l'arrestation de l'ancien maire de Taiobeiras et sa condamnation à 26 ans de prison. Ce dernier avait utilisé son influence et sa fortune pour abuser de jeunes filles mineures au cours des trente dernières années (*Mail Online*, 15 décembre 2015).

Le développement d'Internet, des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile rendent le trafic moins visible. Les enfants ne se trouvant plus dans les rues, il devient de plus en plus difficile, pour les services de protection, de leur venir en aide (ECPAT International, ECPAT Brazil, décembre 2015). Des organisations regroupant des professeurs et des chercheurs d'universités brésiliennes ont initié des programmes d'études sur la prostitution dans les grandes villes du pays, dans l'espoir d'instaurer des débats sur le phénomène.

Au niveau gouvernemental, il est difficile d'entreprendre des actions importantes pour combattre l'exploitation sexuelle principalement à cause de la difficulté à aborder le sujet, avec le public, les politiques et d'une corruption largement répandue. Le gouvernement doit mettre en œuvre une législation cohérente sur la prostitution et le trafic humain, renforcer les ressources destinées à l'élimination de la pratique prostitutionnelle et fournir des services de réinsertion aux victimes. Le gouvernement devrait concentrer ses efforts sur le combat contre le tourisme sexuel, en particulier impliquant des personnes mineures. Ceci est réalisable si les autorités améliorent les poursuites judiciaires et les condamnations envers ceux qui exploitent les enfants et envers ceux qui viennent au Brésil à des fins de tourisme sexuel avec des personnes mineures et si elles permettent aux personnes prostituées un accès plus facile au système judiciaire.

Sources

- « Brésil – Prostitution : la face sombre des Jeux olympiques », *Courrier International (El País Brasil)*, 3 août 2016.
- « HIV and AIDS in Brazil », *Avert*, 18 octobre 2018.
- Assembleia Legislativa, *Lei n° 8.242 o Governador do estado do espírito santo*, 2 janvier 2006.
- Banque Mondiale, « Brazil », *Poverty & Equity Brief*, octobre 2018.
- Bundel (de) A., « Surviving the favelas of Fortaleza », *Nomad and Villager*, 20 septembre 2016.
- Congresso Nacional, *Lei cria placas contra prostituição de menores*, 23 juin 2004, 23 mars 2011.
- Davida, *Human Rights Violation of Sex Workers in Brazil submitted to the United Nations Universal Periodic Review of Brazil, Third cycle, 27th Session of the Working Group on the Universal Periodic Review, Human Rights Council*, mai 2017.
- Duran R., « Prostitution in Brazil », *The Brazil Business*, 19 septembre 2013.
- ECPAT International, ECPAT Brazil, Defence for Children-ECPAT Netherlands, *Global Study on Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism, Country specific report: Brazil*, décembre 2015.
- Jiang C., « Forced Prostitution and Modern Slavery: Brazil's Response », *Council of Hemispheric Affairs (COHA)*, 6 avril 2015.
- Madeiro C., « Brasil piora em ranking e tem 21 das 50 cidades mais violentas do mundo », *UOL Noticias*, 25 janvier 2016.
- Ministério do Trabalho e Emprego, *Classificação Brasileira de Ocupações*, 3^a edição, 2010.
- ONUSida, *Country Factsheets: Brazil*, 2017.
- Presidência da República, Casa Civil, Subchefia para Assuntos Jurídicos, *Lei n° 13.344, Dispõe sobre prevenção e repressão ao tráfico interno e internacional de pessoas e sobre medidas de atenção às vítimas*, 6 octobre 2016.
- Roper M., « We ate candy and played with toys. Then he took us to his bedroom one by one: Brazilian schoolgirl, 10, raped by paedophile mayor who gave girls he abused pink bikes », *Mail Online*, 15 décembre 2015.
- Senado Federal, *Código Penal, Edição atualizada 2017*, avril 2017.
- Supremo Tribunal Federal, *Constituição da República Federativa do Brasil, Atualizada até a EC n.99/2017*, 2018.
- Sutton C., « The road near the Rio Olympic village where girls as young as nine work as prostitutes », *News.com.au*, 24 juillet 2016.
- Terre des Hommes (TDH) Netherlands, ECPAT Netherlands, Plan Netherlands, *Free a Girl, Sexual exploitation of children in Brazil: Putting a spot on the problem, An investigation on the scope and magnitude of a social problem still in the dark*, 9 mai 2014.
- Terrero L.S., « Social Impacts of Tourism in Brazil », *Global Sustainable Tourism Review*, mars 2014.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2018.

- Campagne ECPAT International « Don't look away! » : <http://www.ecpat.org/news/don-t-look-away-during-world-cup/>
- ONG Meninadança : <https://www.meninadanca.org/our-projects>
- ONG Barraca da Amizade : <http://barracaamizade.blogspot.com/>
- Sénat Fédéral Brésilien : <https://www25.senado.leg.br/web/senadores/em-exercicio>



Le Rapport mondial est réalisé par l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle, en collaboration avec des experts internes et externes (magistrats, avocats, travailleurs sociaux, dirigeants d'ONG...) et avec l'aide de contacts privilégiés auprès d'ONG locales ou de chercheurs internationaux.



Fondation Scelles
Connaitre, Comprendre, Combattre
L'Exploitation Sexuelle

La **Fondation Jean et Jeanne Scelles**, reconnue d'utilité publique depuis 1994 et bénéficiant du statut consultatif ECOSOC, est une organisation installée à Paris (France) dont le but est la lutte contre le système prostitutionnel. Par nos travaux d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, nous nous engageons à connaître, comprendre et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. La **Fondation Jean et Jeanne Scelles** est membre fondateur de la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP International) lancée en 2013, qui réunit 28 ONG abolitionnistes dans 22 pays.

L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle**, département de recherche et développement de la Fondation Jean et Jeanne Scelles, est un carrefour de renseignements, de rencontres et d'échanges d'informations sur l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Il est régulièrement consulté par des experts français et étrangers : associations, institutions, journalistes, juristes, chercheurs et personnes concernées par la défense des droits humains. L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle** a pour objectif :

- d'analyser ce phénomène sous tous ses aspects : prostitution, tourisme sexuel, proxénétisme, pornographie infantine, traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle commerciale...
- de permettre la réflexion et les prises de position
- d'informer tout public intéressé par ces questions

CONTACT

Sandra AYAD, Responsable de l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle
sandra.ayad@fondationscelles.org

14 rue Mondétour
75001 Paris - France



www.fondationscelles.org
Tw: @Fond_Scelles
Fb: @FondationScelles